

À Nancy, le 16 janvier 2023.

Un début d'année sous tension

Le gouvernement s'attaque une nouvelle fois au système de retraites. Pour SUD éducation, le mot d'ordre est clair : pas un jour de plus, pas un euro de moins ! Notre priorité est de mettre en échec ce gouvernement au service des capitalistes.

Au-delà, SUD éducation revendique plus que jamais le retour à la retraite à 60 ans (55 pour les métiers pénibles) et 37,5 annuités. L'enjeu est de faire de la première journée de grève annoncée par l'intersyndicale une réussite majeure. Au-delà, il faut dès maintenant poser la question des suites, parce que l'on sait bien que le gouvernement ne cédera pas dès la première journée. Il est donc nécessaire de poser d'ores et déjà avec nos collègues la question de la reconduction, et se donner les moyens de la rendre possible, en organisant partout, en amont de la journée de grève, des AG d'établissements et/ou de territoires et construire, partout où c'est possible, les cadres d'auto-organisation de la grève qui permettront de l'ancrer et la faire durer et ainsi hisser le rapport de force à la hauteur de l'enjeu.

Dans notre secteur également, les motifs de mécontentement ne manquent pas. Nous poursuivons la lutte contre la réforme du lycée professionnel, qui soumet au patronat local l'organisation des enseignements, augmente les périodes de stage en entreprise au détriment du temps d'enseignement. La nouvelle menace à l'horizon concerne le collègue. En effet, il s'agit du seul secteur à ne pas avoir subi de contre-réforme d'ampleur depuis le début du mandat de Macron, c'est désormais vraisemblablement chose faite ! Les conséquences sont la remise en cause des statuts, l'explosion des missions supplémentaires, notamment pour les professeurEs des écoles amenées à enseigner en collège. L'identification du cycle 5e-4e-3e comme objet de la réforme, couplé à la découverte des métiers dès la 5e, montre bien le risque de l'introduction d'une orientation dès cette période. Ces projets ne sont pas nouveaux, et convergent dans un objectif, la remise en cause du collègue unique, et la mise en oeuvre d'une orientation précoce. Pour SUD éducation, la réponse est sans ambiguïté : non au projet Macron-Ndiaye de réforme du collègue ! Non à la casse du collègue unique !

Les conditions de travail se dégradent plus largement. Les suppressions de postes entraînent des mobilisations locales, que SUD éducation soutiendra partout. Les menaces de coupures d'électricité et de fermeture d'écoles, d'établissements et d'universités concernés, restent présentes. Pour SUD éducation, ce n'est pas à l'éducation et ses personnels de payer la crise énergétique ! Par ailleurs, la question salariale reste centrale dans notre secteur comme dans le reste de la société : il faut d'urgence une augmentation à la hauteur de l'inflation pour l'ensemble des personnels, quel que soit le stade de la carrière et sans contrepartie.

La préparation de la mobilisation féministe du 8 mars approche. La lutte pour l'égalité femmes-hommes est une dimension centrale du combat mené par SUD éducation, dans un ministère où plus de 73% des personnels sont des femmes. SUD éducation fera le lien avec la réforme des retraites : en effet, un allongement de l'âge légal de départ à la retraite, ainsi qu'une baisse des pensions pour les personnels qui choisiront de partir dès celui-ci, touchera davantage les femmes que les hommes, notamment au vu des plus faibles rémunérations qui servent de base au calcul des pensions et du fait de leurs carrières davantage hachées.

L'Assemblée Générale de SUD éducation Lorraine rassemblée le 16 janvier 2023.